

Dettes et austérité : Solidarité avec les peuples de Bosnie, de Serbie et de Croatie

dimanche 1er juin 2014, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mai 2014).

Solidarité avec les peuples de Bosnie, de Serbie et de Croatie : le CADTM exige un moratoire sur la dette de ce pays et l'arrêt des mesures d'austérité

Les inondations dans les Balkans ont provoqué, depuis le 17 mai, 17 morts en Serbie, 27 en Bosnie et 2 en Croatie. A ce bilan désastreux on doit encore ajouter des dizaines de milliers de réfugiés et de personnes privées d'électricité ainsi que des dégâts matériels gigantesques. Les autorités politiques affirment n'avoir jamais vu de telles inondations dans cette région d'Europe depuis plus d'un siècle. Ces inondations ont dévasté 40% du territoire de la Bosnie. Les dommages sont estimés autour de 1,3 milliards d'euros, ce qui constitue 10% du PIB du pays.

Profitant de cette situation, le FMI s'est dit prêt à accorder une « aide » à la Bosnie mais sous certaines conditions : le gouvernement bosniaque doit mettre en place des réformes économiques. Ces dernières n'ont pas encore été rendues publiques. En Serbie, le premier ministre Vucic [1] a déclaré vouloir économiser 400 millions d'euros via des coupes dans les salaires dans la fonction publique, un allongement de l'âge légal de départ à la retraite pour les femmes, et des nouvelles mesures avantageuses pour les « investisseurs » privés.

Le CADTM dénonce l'intervention du FMI dans la région à cause de ses politiques dévastatrices. Il est inacceptable que le FMI profite de cette catastrophe naturelle pour imposer en contrepartie d'un prêt de nouvelles mesures d'austérité contre la population déjà affaiblie par les inondations.

Rappelons que le FMI est déjà intervenu à plusieurs reprises en Bosnie, suite à la récession économique qui a frappé le pays à partir de 2009. La dernière tranche de prêt (404 millions d'euros [2] libérée en septembre 2012 avait été conditionnée à la mise en œuvre de réformes structurelles : austérité et privatisations, notamment dans les secteurs de l'assurance maladie et des retraites [3]. Ces attaques s'ajoutaient aux privatisations, notamment dans la région industrielle de Tuzla, d'où est partie la révolte populaire que connaît le pays depuis plusieurs mois.

De la même manière, en Serbie entre 2002 et 2010, 2400 entreprises publiques ont été privatisées avec des résultats tout à fait négatifs. Ces privatisations imposées par le FMI ont entraîné des faits de corruption, des violations des droits des travailleurs-euses et l'enrichissement d'une minorité de la population.

Soulignons enfin le niveau élevé de chômage qui atteint officiellement en Bosnie 40% (60% pour les jeunes) et 25% en Serbie.

Vu l'urgence sociale, le CADTM invite toutes les forces sociales et politiques qui partagent son indignation à exiger ensemble la suspension immédiate du remboursement de la dette de la Bosnie, de la Serbie et de la Croatie avec un gel des intérêts pour donner la priorité aux besoins de la population et dégager les ressources indispensables pour la reconstruction de ces pays. Pendant la durée de ce moratoire, il est nécessaire de réaliser un audit de cette dette pour enquêter sur les origines de l'endettement ainsi que sur les impacts des prêts des créanciers comme le FMI sur la

population. Toute les dettes illégitimes doivent être annulées sans conditions.

CADTM international, 30 mai 2014

notes articles :

1| <http://www.businessweek.com/news/2014-05-19/foreign-aid-arrives-as-serbia-bosnia-struggle-with-floods>

|2| <https://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2012/int100512a.htm>

|3| Voir sur ESSF (article 31076), [Révolte sociale en Bosnie-Herzégovine : « Qui sème la misère récolte la colère »](#)
